Numérisation CERMTRI

LA VÉRITE

DANIEL RENARD
gérant de LA VÉRITE
à nouveau inculpé

- Des soldats français tombent
- Des Algériens meurent
- Des milliards sont engouffrés
- Les salaires sont bloqués

RETRAIT IMMEDIAT
des troupes françaises d'Algérie

Notre plus grande fierté

N° 392 — 3 Février 1956

"PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS"

HEBDOMADAIRE - 20 fr.

LA VÉRITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION :
46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr.
Etranger 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

Seul un gouvernement ouvrier exécutera la volonté du peuple

- **Le pain :** retour au pouvoir d'achat de 1938.
- **La paix :** retrait des troupes françaises d'Afrique du Nord.
- **La liberté :** libération de Messali Hadj, de P. Morain, de toutes les victimes de la répression.

AU moment où les dirigeants staliniens et réformistes s'enlisent de plus en plus dans la collaboration avec l'ennemi de classe, notre plus grande fierté c'est de voir s'abattre sur nous la répression colonialiste pour notre action contre la sale guerre d'Algérie.

En luttant pour le retrait immédiat des troupes françaises d'Afrique du Nord, en dénonçant l'existence des camps de concentration algériens, en réclamant la libération de Messali Hadj et de toutes les victimes de la répression, nous restons fidèles à nous-mêmes. Les poursuites engagées en 1955 contre LA VERITE et son gérant, Daniel Renard, servent d'écho aux poursuites engagées contre les trotskystes français et vietnamiens dès 1945, au moment où notre parti, le PCI, était seul à lutter pour le droit du peuple vietnamien à disposer de ses destinées, au moment où il était le seul à subir la répression.

1945, 1955. Aujourd'hui comme hier, les trotskystes subissent la répression, parce qu'aujourd'hui comme hier, ils restent fidèles au communisme. Mais alors qu'hier, nous étions seuls contre tous, aujourd'hui des dizaines de milliers de travailleurs refusent de faire confiance aux traîtres à la cause ouvrière et luttent dans cette perspective qui est la nôtre : la paix en Afrique du Nord par le droit du peuple nord-africain à disposer de lui-même.

A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore la déclaration de Guy Mollet devant l'Assemblée Nationale. Ce sont là les servitudes de l'édition d'un hebdomadaire aux ressources financières restreintes comme « LA VERITE ». Il est toutefois possible, dès maintenant, de répondre à la seule question essentielle pour les travailleurs : ce gouvernement ne pourra, pas plus qu'aucun autre, constitué dans les cadres du parlementarisme bourgeois, satisfaire leurs aspirations fondamentales.

Le pouvoir d'achat des travailleurs a, en chiffres ronds, baissé de moitié depuis 1938. C'est un fait. Les dirigeants de la CGT le proclament à toute occasion.

Ils accumulent statistiques sur statistiques pour le confirmer. On s'attendait à ce qu'ils s'attaquent, avec au moins autant d'acharnement, à résoudre le problème suivant : comment revenir au pouvoir d'achat de 1938. Mais il n'en est jamais question. La détermination du pouvoir d'achat des masses semble avoir pour Thorez et Frachon un intérêt purement théorique. « La loi marxiste de la paupérisation absolue est vérifiée » s'exclament-ils, satisfaits. Et ils retournent à leurs occupations quotidiennes : organisation de grèves tournantes, revendication d'un salaire minimum légal garanti de 145 frs de l'heure, alors qu'il faudrait (au moins) 252 frs pour revenir au pouvoir d'achat de 1938. Quand aux dirigeants socialistes et FO, ils se contentent de contester hargneusement les statistiques, et de prôner les bienfaits du « contrat Renault » et des contrats analogues.

A les voir faire, on croirait qu'il s'agit d'une question technique, digne d'intérêt pour les spécialistes ! Pourtant une conclusion s'impose : le pouvoir d'achat a baissé de moitié, tandis que la production augmentait de plus de 80 %, c'est que la bourgeoisie a fait payer aux travailleurs les frais de la guerre et de la reconstruction, les frais de la guerre d'Indochine, les frais de la guerre d'Afrique du Nord. Les profiteurs du régime capitaliste agonisant font payer au peuple les frais de leurs crimes.

Revenir au pouvoir d'achat de 1938 ne signifie pas, bien loin de là, que les travailleurs bénéficieront des possibilités immenses ouvertes par les progrès de la science et de la technique. Cela signifie seulement qu'ils auront de payer les frais de la gêne criminelle de la société par leurs exploiteurs. Revendication « raisonnable » s'il en fut, pour parler comme Maurice Thorez. Mais cette revendication « raisonnable » est rejetée par les dirigeants des organisations traditionnelles parce qu'ils savent bien qu'elle fait exploser les cadres du régime bourgeois.

Car ce qui est la raison même pour les travailleurs apparaît comme le sommet de la déraison au patronat, dont les représentants, depuis plusieurs mois, déclarent à toute occasion qu'il ne peut être question sans « les plus graves conséquences économiques » — pour leurs profits s'entend — d'augmenter les salaires en bloc, que seules peuvent être envisagées de minimes augmentations, liées à la productivité (c'est-à-dire après qu'une marge de hausse supérieure a été assurée pour les profits), etc.

En 1936, sous la pression de la grève générale, la bourgeoisie avait dû consentir des concessions aux masses : elles furent tôt reprises par la hause des prix, la dévaluation, la semaine de 48 heures et même de 60 heures... Aujourd'hui, affaiblie par la deuxième guerre mondiale, la perte de l'Indochine, engagée par la guerre d'Afrique du Nord et le Pacte Atlantique dans des dépenses militaires ruineuses, la bourgeoisie peut accorder encore beaucoup moins et beaucoup moins durablement. Déjà une hausse des prix « préventive » se dessine...

La raison, le réalisme, c'est le renversement de ce régime de misère et de sang, contre lequel l'immense majorité

G. BLOCH.

(Suite page 2.)

LES JOURS SE SUIVENT ET NE SE RESSEMBLENT PAS.

Bas les pattes, devant les manifestants de la gare de Lyon, de Rouen, de Valence...

DIX-HUIT des jeunes soldats qui manifestèrent en divers endroits contre leur envoi en Afrique du Nord sont inculpés devant les tribunaux militaires. Huit d'entre eux sont incarcérés à Fresnes depuis une dizaine de jours. En vertu de l'article 24 du code de justice militaire, ils sont passibles de peines allant de 2 à 5 ans de prison.

Ce sont là des cas connus. Mais combien de ceux qui manifestèrent à Rouen, à Limoges, à Nogent et ailleurs, pourrissent sous un quelconque prétexte dans les prisons militaires ? Combien de jeunes sont-ils retenus sous la surveillance des CRS et des légionnaires dans les camps spéciaux, qui existent au Maroc et en Algérie ?

Les crimes de ces jeunes soldats ? Ils ont simplement manifesté contre leur envoi en Afrique du Nord ; ils ne veulent pas se faire tuer, pour les colons ; ils comprennent que la lutte menée par les peuples d'Afrique du Nord est juste ; ils ne veulent pas tuer les Marocains, les Tunisiens, les Algériens, comme de vulgaires CRS.

Dans toutes les manifestations des jeunes soldats un cri jaillissait : « Les civils avec nous ! » C'est parce que ce cri est resté sans écho, que 18 jeunes soldats sont poursuivis, 8 d'entre eux incarcérés, que des centaines sont internés en Afrique du Nord, que des dizaines tombent presque chaque jour.

La classe ouvrière serait-elle indifférente ? Comment cela serait-il possible ? Les jeunes envoyés en Afrique du Nord sont les fils, les frères des travailleurs, si la guerre continue celui qui n'est pas encore touché directement aujourd'hui le sera demain. Chacun sait où conduisent à notre époque les guerres coloniales : la guerre d'Afrique du Nord même tout droit à de nouveaux Dien-Bien-Phu dont cette fois les jeunes du contingent feraient les frais.

Pour preuve de la volonté d'action des travailleurs, il suffit de savoir que, bien qu'aucun mot d'ordre de ce genre n'ait été lancé par aucune des grandes organisations ouvrières, dans de nombreuses usines des pétitions ont été signées, des protestations contre les poursuites et l'incarcération des jeunes soldats qui manifestèrent à la gare de Lyon. Il suffit de se rappeler qu'à Rouen, spontanément, des milliers de civils soutinrent pendant plusieurs jours les jeunes rappelés qui se battaient contre les CRS.

Mais ici aussi le frein à la volonté d'action du peuple, c'est la politique des grandes organisations ouvrières. Aucun mot d'ordre d'action, pas même celui d'une campagne fédérale de pétitions protestant contre l'incarcération et les poursuites engagées contre les jeunes soldats, n'a été lancé. Il s'agit une fois de plus de doubler la passivité de ces organisations.

Que partout soient prises des initiatives et que soient signées des protestations contre l'arrestation et les poursuites engagées ! C'est là une première démonstration. Elle ne suffira pas mais elle permettra de soulever partout la question de la lutte contre la répression envers les jeunes soldats qui manifestèrent contre leur envoi en Afrique du Nord ; elle permettra de former des comités d'initiative pour lutter contre cette répression.

Cette répression est indissolublement liée à la guerre d'Afrique du Nord. Le gouvernement ne lâchera pas facilement prise. Tandis qu'il enverra les jeunes se faire tuer pour les colons, il devra en même temps reprimer tout mouvement de ces jeunes soldats contre leur envoi en Afrique du Nord, ne serait-ce que pour l'exemple.

Cette répression ne cessera vraiment que lorsque les travailleurs imposeront le retrait du contingent et de toutes les forces de répression. Il faudra pour cela un puissant mouvement de la classe ouvrière, de grandioses manifestations de masse.

Mais engager la lutte, faire signer des pétitions, organiser des comités d'initiative, pour que cesse l'incarcération et les poursuites envers les jeunes qui manifestèrent à la gare de Lyon, c'est s'engager dans cette voie.

ROGER DUCROS.

TROIS QUESTIONS A

Jacques Duclos

PRESIDENT DU GROUPE PARLEMENTAIRE COMMUNISTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

LE groupe communiste a déposé 9 projets de lois ou de résolutions sur le bureau de l'Assemblée Nationale.

Pourquoi aucun de ces projets de loi ne porte-t-il sur l'interdiction de l'emploi du contingent en Afrique du Nord ?

On sait que les propositions de loi non assorties d'une demande de discussion d'urgence sont régulièrement enterrées, et ne viennent jamais à l'ordre du jour. Or, si le groupe communiste a demandé l'urgence pour l'abrogation de la loi Barangé (c'est en effet urgent), il n'a demandé l'urgence, ni pour l'augmentation des salaires, ni pour la suppression des abattements de zone, ni pour les trois semaines de congés payées, etc. Ces projets de loi concernant le relèvement du niveau de vie des travailleurs sont-ils moins urgents ?

Dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé pour l'augmentation des salaires il est dit : « il est incontestable que le pouvoir d'achat du salaire horaire oscille autour de 50 % de 1938 ». *Le salaire horaire minimum légal étant à Paris de 126 frs, il faudrait donc le porter à 252 frs pour retrouver le pouvoir d'achat de 1938.* Pourquoi la proposition de loi du groupe communiste fixe-t-elle le salaire horaire minimum à 145 frs et non à 252 frs ?

ALGERIE — GUERRE OU CONSTITUANTE

II. LA LEÇON POLITIQUE DU MEETING ORGANISE PAR LES INTELLECTUELS

LE meeting du Comité d'Action des Intellectuels, qui s'est tenu à la Salle Wagram à Paris le 27 janvier 1956, présente une telle importance qu'il apparaît nécessaire de reporter au prochain numéro de « LA VERITE » la fin de notre article sur les positions des diverses formations politiques françaises face aux problèmes posés par le retour de la paix en Algérie. A ce meeting prirent la parole, Daniel Guérin, Jean Rous, Stibbe, Mandouze, Sartre, Césaire, Barrat, Moulay Merbah et divers autres dont un Camerounais et un Malgache qui lut un message du Dr Raseta.

Une salle comble, 4.000 personnes peut-être, autant d'auditeurs debout qu'assis. Une atmosphère telle qu'on n'en a pas connu depuis de nombreuses années. 2/3 d'Algériens, 1/3 de démocrates et de militants ouvriers français.

Toute une salle, vibrante, électrisée dans la commune volonté d'arracher le rétablissement de la paix en Algérie. Ce qui donnait toute sa signification à cette réunion, c'était la présence visible, patente, établie de la masse des travailleurs algériens misérieux et misérables, comme le sont leurs frères qui vivent, combattent et meurent en Algérie. Le peuple algérien était là. Et sa présence a bousculé tous les petits calculs, a rétabli la vivante réalité :

LE PEUPLE ALGERIEN EST DERRIERE MESSALI HADJ.

Le déroulement du meeting a été marqué, scellé par cette vivante présence. Les Nord-Africains ont applaudi tous les orateurs. Aucune différence dans leur cœur et leurs sentiments à l'égard de ceux qui, de la tribune, manifestaient leur sympathie à la cause du peuple algérien. Mais ils n'applaudissaient ni à n'importe quel moment, ni n'importe quel passage. Les travailleurs algériens restaient silencieux lorsque des orateurs développaient une orientation politique qui ne correspondait pas à leurs pensées, à leurs aspirations. Ils applaudissaient à tout rompre lorsque le « symbole vivant de leur lutte », Messali Hadj, était nommé. Ils saluaient les combattants de l'Armée de Libération Nationale.

Et quand la présence à la tribune de Moulay Merbah, dont tous connaissaient l'héroïque attitude, fut saluée par le président Jean-Jacques Mayoux, toute la salle, Algériens et Français, se trouva associée dans un commun hommage.

Avec le discours final de Moulay Merbah, le meeting prenait toute sa signification. Applaudi à tout rompre, Moulay Merbah apporta,

en son nom,
au nom du peuple algérien,
au nom des combattants,
au nom du Mouvement National Algérien,
au nom de Messali Hadj en résidence forcée à Angouléme,
les plus vifs remerciements au comité pour son action contre la guerre d'Algérie.

Le Mouvement National Algérien qui est l'organisation indépendante du peuple algérien voit dans la classe ouvrière française son alliée, déclara-t-il en substance. Rassemblant en deux mots d'ordre, les revendications du peuple algérien, celles pour lesquelles il combat :

— La parole au peuple,
— Constituante Souveraine.

Moulay Merbah démontra qu'avec la satisfaction de ses aspirations, la paix serait rétablie. Libération des détenus politiques, libération de Messali Hadj, telle est la volonté du peuple algérien.

⁂

Riche leçon politique donnée par ce meeting à ceux qui dans les semaines et les mois qui viennent de s'écouler, se promenaient partout, rédigeaient de longs articles « bien informés », s'efforçant de démontrer que la politique de Messali Hadj était dépassée, qu'il ne représentait rien que sa personne.

Tous les travailleurs algériens — et quand nous écrivons tous, ce n'est que l'expression stricte de la réalité — présents au meeting revendiquaient l'honneur d'être « messalistes ». Cette réalité était si puissante que TOUS les orateurs durent tenir compte de ce fait. (1) Seul le Mouvement National Algérien était présent. C'est clair, net, précis.

⁂

Remarquable est l'attitude de la presse à l'égard de ce meeting. Compte-rendus squelettiques, renvoyés aux dernières pages, travestissant ou passant sous silence l'événement politique que représente le ralliement des Algériens au drapeau de Messali Hadj et du Mouvement National Algérien.

Il est évident que ne voudront pas en admettre la portée, ceux-là qui, intéressés ou non, prétendent encore, par des manœuvres de toutes sortes, pouvoir isoler Messali de son peuple. Ce ne sera pas la première fois.

Il reste que ces manœuvres se briseront, comme dans le passé elles se sont brisées, comme elles viennent de se briser sur l'inflexible volonté du peuple algérien incarnée par Messali Hadj, d'arracher le droit de vivre libre dans une Algérie libérée de l'oppression. Ne devraient-ils pas comprendre, ceux-là, que leurs manœuvres ne peuvent que retarder le moment de la paix retrouvée, ne peuvent que coûter encore du sang aux peuples algérien et français.

Mais l'issue finale est certaine.

L'Algérie libre vivra et par là même le peuple de France ne supportera plus la honte de « ne pas être un peuple libre », parce que ses exploiteurs oppriment le peuple algérien.

Plus vite, en France même, l'opinion sera convaincue qu'en dehors de l'élection d'une Constituante Algérienne Souveraine, il n'y a pas d'issue à la sale guerre d'Algérie.

Plus vite sera liquidée la néfaste politique des « interlocuteurs valables » non élus, désignés, préfabriqués ; plus vite il sera fait droit à la revendication « messaliste » et démocratique ; « il n'y a d'interlocuteur valable que le peuple algérien : la parole au peuple ».

Plus vite une solution progressive et pacifique sera trouvée au problème algérien.

P. LAMBERT.

(1) Nous n'aurons pas la cruauté d'insister sur le silence de certains orateurs quant aux préférences politiques qu'ils manifestent par ailleurs.

CHASSE AUX SORCIERES DANS LES SYNDICATS ALLEMANDS

LE dimanche 15 juin, 12 automobiles quittaient le siège du DGB (centrale syndicale allemande) à Haittingen (Ruhr). Elles contenaient 44 fonctionnaires du « Syndicat Industriel du Bâtiment » et se dirigeaient vers neuf villes de la Rhénanie du Nord : Dusseldorf, Duisburg, Hambron, Essen, Wuppertal, Moenchen-Gladbach, Moers, Niederberg et Mülheim. Dès le lendemain matin, ces fonctionnaires organisaient la plus grande chasse aux sorcières de l'Allemagne d'après-guerre. Sur les 18 unions locales que le syndicat comporte dans la Rhénanie du Nord, 9 furent dissoutes par ces agents de la réaction. Les représentants démocratiquement élus des travailleurs du bâtiment furent remplacés séance tenante par des fonctionnaires étrangers à la localité, mais favorables aux intérêts patronaux.

L'initiateur de ce coup de main indigne, inspiré par le grand capital, c'est le bonze syndical Georges Leber, un traître à la classe ouvrière de la pire espèce, dont le compte en banque n'a jamais été oublié par le patronat qu'il sert avec fidélité.

Déjà sous la république de Weimar, la lutte était intense, dans le syndicat industriel du bâtiment, entre les révolutionnaires et les éléments dociles aux intérêts patronaux; car dans ce syndicat, dont la plupart des membres, travaillant dans de petites entreprises, sous l'œil vigilant du patron, sont continuellement l'objet de menaces personnelles pour leur activité syndicale, les fonctionnaires favorables à la collaboration des classes s'installent en grand nombre. Néanmoins dans la période confuse de l'immédiat après-guerre, les éléments d'avant-garde de l'aile gauche parvinrent à occuper certains postes essentiels, dans la Ruhr et en Rhénanie. Ils livrèrent depuis ce temps une bataille acharnée contre les Konzern et les Trusts accédant de nouveau à une puissance inouïe, avec l'aide des capitaux américains. Ils organisèrent les grèves du bâtiment de l'été 1955, naturellement contre la volonté des dirigeants nationaux du syndicat, archi-réactionnaires, qui dénoncèrent ces grèves comme « complétement injustifiées » et les grévistes comme « des fauteurs de trouble communistes ».

Mais les seigneurs capitalistes de l'industrie du bâtiment ne leur ont naturellement pas pardonné cette menace qu'ils ont fait peser sur leurs profits. Dans les villes rhénanes nommées plus haut, 50 activistes et fonctionnaires du syndicat du bâtiment furent arrêtés, naturellement sous le prétexte d'activité communiste, bien que 5 seulement d'entre eux fussent membres du PC. Mais la bourgeoisie ne s'en tint pas là. N'est-elle pas résolue à extirper toute résistance de la classe ouvrière sous le prétexte du « péril communiste » ?

C'est pourquoi, trois mois après la vague d'arrestations, dont les victimes sont encore incarcérées, le patronat donna à son homme de paille Leber le signal d'une nouvelle chasse aux sorcières. Le prétexte : des infiltrations communistes étendues, de nature à justifier des mesures organisationnelles exceptionnelles, d'après les statuts du DGB.

On ne sait pas encore comment ont réagi les ouvriers du bâtiment, qui voient dans les éléments de gauche épurés leurs véritables représentants. Souhaitons qu'ils opposent à « l'état d'urgence » du traître Leber leur propre état d'urgence, celui du prolétariat exploité devant lequel tous les paragraphes nuisibles aux intérêts des travailleurs des statuts du DGB se disperseront comme des rétus de paille dans le vent.

BRIGITTE GERLAND.

TOUS LES VENDREDIS
LA VÉRITÉ
EST DANS LES KIOSQUES

Numérisation CERMTRI

— POUR LE SUCCES DES 40 FRANCS !

— POUR LA GREVE GENERALE !

— POUR LA FIN DE LA SALE GUERRE D'AFRIQUE DU NORD !

ADHERE au Parti Communiste Internationaliste

LES LECTEURS NOUS ECRIVENT

COMMENT ON TRAITE LES TRAVAILLEURS ALGERIENS

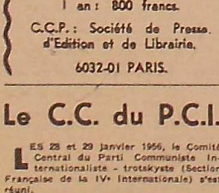
Cher camarade,

J'ai rencontré un camarade algérien dernièrement et je pense que sa situation intéressera les lecteurs de « LA VERITE ».

Arrêté à Paris, le 5 septembre 55, par 9 inspecteurs et un car de CRS ; sa chambre est mise à sac, sans mandat de perquisition. A peine vêtu il est emmené au commissariat le plus proche, sur mandat d'amener du parquet d'Alger, signé Juge Bérard. Au commissariat on lui demande de signer le dossier d'accusation (12 pages) sans même lui permettre de le lire. Sur son refus, il est injurié et malmené pendant trois heures. Le soir même, il est emmené à Orly pour Alger ; il fait tout le voyage avec les menottes aux mains derrière le dos. En descendant d'avion à Alger, lui et ses camarades, sont dévalisés par les flics qui après les avoir complètement déshabillés, leur volent montres, bagues, papiers, argent... Puis, traité dans les locaux de la DST, il est « interrogé » suivant les méthodes héritées du nazisme (baignoire, électricité, entre autres...). Deux doigts cassés, quelques dents, un œil très atteint... Brûlures, nez cassé. Il est interné à Alger, prison Barberousse, en attendant son jugement ; il y reste 24 jours ! (Le temps de se remettre de son « interrogatoire »). A Barberousse, dans sa cellule il trouve une vingtaine de ses camarades qui tous portent les marques de leur interrogatoire ; quelques-uns disparaîtront sans jugement ayant succombé sous la torture. Quand à lui, il est « jugé ». Reconnu innocent, aucune preuve retenue contre lui, il est libre. Pour notre camarade algérien, le chemin de la liberté, c'est celui du camp de Lodi ; à la sortie du tribunal, l'attendant flics et CRS : à Lodi, il reste 45 jours ; 180 de ses camarades sont dans la même situation : arrêtés à Paris, le 5 septembre, transférés en Algérie, torturés, libérés comme innocents et internés à Lodi. Il est ensuite transféré au camp de Berrouaghia. Dans les deux camps, nourriture infecte et insuffisante.

Enfin, après intervention de ses avocats, il est libéré le 10 décembre. Libéré de telle façon qu'il puisse être repris sans difficultés, c'est-à-dire, sans papiers, sans argent, interdit de séjour. (15 jours pour quitter l'Algérie). Un de ses camarades qui, libéré aussi, va dans sa famille dans la banlieue d'Alger, est abattu chez lui, « voulant regagner le maquis ». Arrivé à Paris le 17 décembre. Voulant reprendre son travail à Paris, son employeur lui déclare ne pas occuper des « repris de justice » ! Licencié. Cherchant un abri dans un centre N. A., il se voit refuser une place : pas d'argent. A Paris, il est filé par les flics et provoqué dans la rue même : (« Ote tes mains de tes poches !...)

Je pense qu'il est inutile de conclure. La conclusion, elle est tirée par les marquis de plus en plus forts et de plus en plus nombreux.



Abonnez-vous à LA VÉRITÉ

6 mois : 400 francs.
1 an : 800 francs.

C.C.P. : Société de Presse d'Edition et de Librairie.

6032-01 PARIS.

Le C.C. du P.C.I.

LES 28 et 29 janvier 1956, le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste - trotskyste (Section Française de la IVe Internationale) s'est réuni.

Trois questions étaient à l'ordre du jour :

1. La situation politique.
2. La situation dans le mouvement ouvrier, et les tâches du Parti révolutionnaire.
3. Préparation du Xe congrès du Parti.

La discussion qui eut lieu sur les deux premiers points était préparatoire au Xe congrès du Parti.

Le C.C. a décidé de convoquer celui-ci pour les 19, 20 et 21 mai 1956.

La discussion est d'ores et déjà ouverte sur l'analyse de la situation politique.

A la suite de la parution du texte sur la situation du mouvement ouvrier français et les tâches du Parti Révolutionnaire, la discussion sera également ouverte sur cette question.

Le prochain Comité Central se réunira dans un délai de deux mois.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le gérant : RENARD.

Société Parisienne d'Impressions, 6, rue Sainte-Marie PARIS-6.

Poujadisme et fascisme

DEPUIS quelques années tout le monde est, avec facilité, traité de fasciste. On est toujours le fasciste de quelqu'un. Nous sommes parmi les « fascistes » traditionnels de « l'Humanité », pour « France-Tireur » les communistes sont des « fascistes rouges », etc...

Aussi lorsque toute la presse républicaine s'indigne et crie au fascisme à propos de Poujade, on est en droit de se demander s'il ne s'agit pas d'une nouvelle plaisanterie, et de nous demander ce que nous voulons dire quand nous parlons « d'orientation » ou de « danger » fasciste, à propos du mouvement Poujade.

Pour nous, le fascisme n'est pas un trait de caractère, un goût de l'autorité, une hostilité pour le système parlementaire. Le fascisme, c'est d'abord un régime et un mouvement qui conduit à ce régime. Ce régime se caractérise, non seulement par son totalitarisme en général, mais par la suppression absolue de tous les droits obtenus par la classe ouvrière pendant des décades de démocratie bourgeoise : « droit de grève, droit d'association, droit de réunion, possibilité d'éditer une presse ouvrière, etc...

Le mouvement fasciste prend le pouvoir en écrasant toutes les organisations ouvrières, en les mettant hors la loi. Le premier trait du fascisme c'est d'être une dictature féroce au service du grand capital. On comprend aisément que pour qu'un tel régime se réalise, il ne suffit pas qu'existe un parti fasciste même influent. Il faut que les cercles dirigeants de la bourgeoisie soient convaincus que le fascisme est la seule solution, qu'ils soient prêts à courir le risque d'une lutte générale avec la classe ouvrière.

D'autre part, le fascisme c'est la mobilisation de la petite-bourgeoisie contre le prolétariat. Sa base de masse est constituée par ces couches moyennes dont le capitalisme détruit chaque jour la stabilité, couches trop faibles pour mener une politique indépendante, et qui ne peuvent devenir que les alliés du prolétariat ou au contraire l'infanterie de la grande bourgeoisie. Par éducation, par tradition, comme par leur rôle dans l'économie, ces couches sont instinctivement hostiles au prolétariat et au socialisme, à la marche en avant, car jusqu'maintenant le progrès a été la cause de tous leurs maux. Si le mouvement ouvrier ne parvient pas à conquérir l'alliance de ces couches moyennes en leur montrant que la seule voie pour elles est celle du socialisme, nul doute qu'elles ne se laissent séduire par un programme réactionnaire, qui leur promette un retour à la « belle époque économique », une décentralisation de l'industrie et du commerce, un programme qui escamote le problème des classes pour vanter la nation comme l'union de ces classes.

N'est-ce pas le programme de Poujade, le sens de ses fameux Etats-généraux, où il voudrait que chaque couche sociale (ouvriers, paysans, commerçants, intellectuels) soit représentée corporativement chacune apportant sa contribution au fonctionnement de la nation.

N'est-ce pas à son programme, à son action que pourraient s'appliquer ces phrases que Trotsky écrivit à propos du nazisme :

« Que n'y trouve-t-on pas ? (dans le programme nazi) les souvenirs des temps heureux de la libre concurrence et l'évocation vague de la stabilité d'une société de caste ; les espoirs dans la renaissance de l'empire colonial et les rêves d'une économie fermée, l'hostilité envieuse à l'égard d'une inégalité qui prend la forme d'une villa et d'une automobile et la pour animale de l'égalité qui prend la forme d'un ouvrier en casquette et sans col, la rage du nationalisme et la peur devant le créancier mondial. »

C'est parce que socialement, profondément, le mouvement Poujade porte en lui toutes les conditions de développement d'un courant fasciste, que nous parlons de fascisme à son propos. C'est parce que notre équipe cherche délibérement à construire un tel courant, à lui donner un programme, que nous la dénonçons avec la dernière énergie.

Mais c'est parce que nous pensons que le mouvement Poujade, tel qu'il est à l'étape actuelle, n'est pas encore un mouvement fasciste achevé, parce qu'à notre avis la situation de la bourgeoisie française ne lui permet pas d'envisager une solution fasciste, et parce que nous pensons que la seule lutte efficace qui puisse être menée contre le danger fasciste, c'est la lutte de la classe ouvrière pour ses propres objectifs, que nous nous refusons à prêcher l'union des « bons démocrates » contre un prétendu « danger principal ».

Au contraire, nous pensons que ce danger ne deviendra principal que si la classe ouvrière se laisse lier par des alliances avec la bourgeoisie au nom de la « démocratie menacée ».

F. FORGUE.

Gouvernement ouvrier

(Suite de la première page)

de la population est prête à se dresser. La nationalisation des banques et de l'industrie, l'organisation de la production suivant un plan orienté vers la satisfaction des besoins de la population laborieuse : à ces conditions, on peut revenir au pouvoir d'achat de 1938, puis le dépasser. Mais ce programme, ne peut être réalisé avec l'accord de tel ou tel parti bourgeois, même baptisé de gauche. Car Mendès, comme Schuman ou Pinay, tous défendent le régime capitaliste, le régime du profit pour quelques-uns, de la misère pour l'immense majorité.

ASSEZ DE SANG !

Chaque jour, des jeunes tombent en Afrique du Nord, pour une guerre qui n'est pas la leur — une guerre qui n'est pas celle du peuple — une guerre qui n'a d'autre but que de maintenir la population musulmane dans l'esclavage, au bénéfice d'une poignée de multimillionnaires. Le peuple ne veut plus de cette guerre ; les hommes et les femmes de ce pays ne veulent plus que leurs fils, leurs frères, leurs fiancés, leurs époux tombent pour que s'emplissent des coffre-forts. Il exige le rapatriement immédiat des troupes françaises. Il exige que le peuple d'Algérie, du Maroc et de Tunisie jouisse sans réserve de son droit à disposer de lui-même, de sa terre, des richesses du sol et du sous-sol qui lui appartiennent, et que le régime colonial lui a frauduleusement dérobées au moyen d'un régime de force, imposé par les troupes d'occupation.

Si ces troupes sont retirées, le régime colonial s'effondre, l'Armée de Libération Nationale est maîtresse du pays, la source des milliards amassés par les Borgeaud-Blachette en faisant suer le burnous se tarit... Quel gouvernement comportant des politiciens bourgeois, quel gouvernement constitué dans le cadre d'un parlement bourgeois, dans le cadre du régime bourgeois prendra jamais une telle mesure ? Ici encore, le réalisme, c'est-à-dire la volonté de servir réellement, et non en paroles, les intérêts du peuple, s'appelle : révolution socialiste.

A BAS LA REPRESSION !

Assurer la défense des libertés cela signifie libérer immédiatement le leader national Messali Hadj, le militant anti-colonialiste Pierre Moralin ; cela signifie ouvrir les prisons et les camps de concentration, libérer les milliers de détenus qu'ils renferment, châtier comme ils le méritent les tortionnaires de la IRC ; cela signifie soustraire aux représailles de la chiourme les jeunes soldats qui ont manifesté contre leur envoi en Afrique du Nord ; cela signifie licencier les CRS et tous les corps constitués de chiens de garde du capital... Seul un gouvernement ayant rompu tout lien avec le régime bourgeois peut prendre de telles mesures.

C'est assez dire qu'on ne peut attendre du gouvernement Mollet qui vient de la volonté du peuple. « Il s'agit d'un ministère de Front Républicain, mais qui ne rompt pas absolument la continuité », écrit le commentateur de « France-Soir ». Certes, le gouvernement Mollet ne rompra pas « la continuité » des gouvernements bourgeois, ni lui, ni aucun autre gouvernement parlementaire « de gauche », même si la participation de ministres du PCF lui valait l'étiquette de Front Populaire.

Le gouvernement Mollet, comme tout autre gouvernement parlementaire, ne pourra en définitive que « gérer loyalement le régime capitaliste ».

Pour rompre la « continuité » des gouvernements au service d'un régime d'exploitation et d'oppression, les travailleurs veulent agir. Les grévistes d'août-septembre 1955 l'ont montré en livrant l'assaut aux sièges patronaux et aux préfectures. En s'organisant aujourd'hui, dans l'unité, en comités pour la préparation de la grève générale, ils prépareront la lutte d'ensemble contre le régime. Leur vote massif pour le PS et le PCF, aux élections du 2 janvier 1956, a le caractère d'une sommation adressée aux dirigeants de ces partis. Qu'ils rompent leurs liens avec les partis bourgeois, avec le régime bourgeois et ses combines parlementaires ! Qu'ils s'unissent pour exécuter la volonté du peuple ! Sinon, la classe ouvrière, comme elle a commencé à le faire en août 53 et août-septembre 55, les débordera, livrera l'assaut au régime, et portera au pouvoir, avec eux ou malgré eux, un gouvernement qui sera le reflet des masses travailleuses en lutte.

Construire le Parti révolutionnaire

Lettre d'un sympathisant de la F.C.L.

L'APPEL que nous avons adressé à nos lecteurs, dans le cadre de notre rubrique « Construire le parti révolutionnaire », pour qu'ils exprriment leur point de vue, a été entendu. Nous publions aujourd'hui la lettre d'un sympathisant de la FCL, qui nous demande de lui conserver l'anonymat.

Nous publierons dans notre prochain numéro une lettre que nous a adressée un militant abondancist de l'Amiens, ainsi que l'article de Daniel Renard examinant la politique de la FCL à l'égard du Front Populaire.

A propos de la lettre que nous publions aujourd'hui, répétons que nous sommes résolument partisans de l'unité révolutionnaire des organisations prolétariennes d'avant-garde. C'est pourquoi nous nous sommes adressés il y a déjà plusieurs mois à la FCL pour lui proposer d'organiser une discussion entre nos deux organisations pour examiner les points d'accord et de désaccord de nos deux organisations, et les conditions de l'unité révolutionnaire. Notre position à cet égard demeure inchangée — et les articles des deux militants syndicalistes que nous avons publiés dans notre dernier numéro, comme la lettre que nous publions aujourd'hui, ne sont pas pour la modifier.

Si nous critiquons franchement ce qui nous semble critiquable dans certaines positions prises par la FCL, c'est avec la volonté de déblayer le terrain, par une discussion fraternelle, dans la voie de l'unité révolutionnaire. Il va de soi que nous sommes prêts à examiner avec la plus grande attention les critiques qui nous seraient adressées dans le même esprit par la FCL — ou par tout militant révolutionnaire.

R. MONGE.

X., le 26 janvier 1956.

CHERS camarades,

En tant que militant révolutionnaire (je suis, en effet, sympathisant actif de la Fédération Communiste Libertaire), je me permets de lire de temps à autre LA VERITE.

Là, j'y retrouve tous les mots d'ordres que j'ai pu lire dans « Le Libertaire ». J'y retrouve la même dénonciation de l'exploitation capitaliste, la même condamnation du colonialisme, la même défense des résistants algériens, la même dénonciation des accords ouvriers-patronaux, les mêmes critiques de la bourgeoisie contre « LA VERITE », le même appel à l'action directe, à la grève générale, à la Révolution. C'est très bien camarades de dire que « l'avenir... c'est le coup de poing sur la table que frappera la classe ouvrière pour imposer ses revendications les plus vitales ». C'est encore mieux de mettre en tête du journal : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Mais alors qu'attendez-vous pour unir tous ces groupements révolutionaires ? Notre lutte est la même, camarades ! Notre ennemi est le même : la bourgeoisie, le capitalisme. Notre but est commun : le communisme. Pourquoi restez-vous divisés ? Les bourgeois en sont tout heureux : ils frappent les libertaires, ils frappent les communistes internationalistes, ils frappent les abondancistes révolutionnaires, ils frappent les socialistes de gauche et nous restons impuissants. Ils nous étoufferont comme et quand ils voudront !

Camarades qui combattons pour la Révolution, unissons-nous ! Nous aurons tout le temps quand elle sera faite de nous mettre d'accord pour savoir quel sera le gouvernement à choisir. Réalisons d'abord les conditions qui rendront possible la Révolution.

Dans « L'Ecole Emancipée », le camarade Melet lance un appel « pour un Parti Révolutionnaire unique ». D'autre part cette idée fait son chemin. Nous n'avons pas le droit de décevoir cet espoir ! Nous n'avons pas le droit de compromettre la Révolution !

Aussi camarades, je vous demande de tout mettre en œuvre pour créer une unité révolutionnaire véritable avec toutes les autres organisations révolutionnaires. Il faudra bien faire des concessions, un peu chacun, mais qu'importe puisque nous serons assurés de la victoire ! Je vous demande de lancer un appel à ces organisations afin de répondre aux aspirations des révolutionnaires : un Parti Révolutionnaire Unifié.

Fraternel salut révolutionnaire.

LA VERITE
(Organe du Parti Communiste Internationaliste (Section Française de la IVe Internationale))

« ...Chacun peut et doit pouvoir exprimer ses hésitations, ses critiques, ses suggestions... » (Henaff).

Les militants du PCF sont les champions de la démocratie et de l'unité ! La preuve ? A la CIT, ils viennent d'exclure Jeannine Selleron de la CGT parce que cette camarade n'est ni catholique, ni socialiste mais trotskyste, parce que cette camarade a exprimé publiquement ses critiques envers la politique des dirigeants CGT et donné ses suggestions.

Cette exclusion, ces méthodes prouvent la faiblesse et le désarroi dans lesquels se trouvent les dirigeants CGT et le PCF qui n'ont que la calomnie pour arme politique.

Désarroi dans la CGT où les dirigeants signent des accords pourris chez Renault, l'Peugeot donnant des miettes aux ouvriers en échange de la paix sociale. « Il était donc nécessaire que des engagements soient pris réciproquement. C'est la caractéristique essentielle du contrat que nous avons signé (lettre de Dreyfus aux travailleurs de chez Renault).

Désarroi dans la CGT où au cours de la C.E. convoquée pour examiner le cas Selleron, un délégué a répondu : « Ce cas est la pour faire le procès des délégués ou celui de Selleron ? » quand notre camarade faisait remarquer à juste titre que les bureaucrates CGT, par peur d'une opposition faisait élire des momies en guise de délégués.

Désarroi dans la CGT parce que les dirigeants excluent pour les faire taire les militants d'avant-garde, parce que les travailleurs en ont assez de ces méthodes et ne croient plus aux palabres inactives.

Les travailleurs de la CIT ont compris que l'unité ce n'est pas l'unité en morceaux, l'unité des grèves tournantes où l'on se retrouve à 20 dans la cour sur 2.500. L'unité c'est l'unité tous ensemble et en même temps.

Les travailleurs ont réfléchi à tous ces problèmes et les dirigeants CGT et staliniens ne peuvent pas leur donner de solution autre que la grève-tournante et les accords maison.

Notre parti, lui, exprime non pas une politique de collaboration de classe, mais ce que veulent les travailleurs :

— retour au pouvoir d'achat 1938
— semaine de 40 heures
— plus de cadences infernales
— 1 mois de congé pour tous.

Notre parti affirme aussi que ce n'est ni avec le bulletin de vote, ni des signatures que l'on gagnera mais par l'action directe par la grève générale de toutes les corporations dans toute la France.

(Extraits.)

Traits essentiels des grèves récentes

TOUT le monde a constaté une recrudescence des mouvements de grève ces derniers jours.

Il est important d'examiner les principaux aspects de quelques-uns de ces mouvements, qui d'une façon fragmentaire et partielle révèlent cependant les éléments profonds qui marqueront les grands événements sociaux à venir.

— La grève de chez Spiertz à Strasbourg, engagée contre le licenciement des délégués, se termine par le succès des ouvriers, après une manifestation commune des différentes entreprises du secteur : grève spontanée, générale, où l'unité d'action syndicale était totale et où l'action a débordé le cadre de l'entreprise.

— Grève à Lorient pour les salaires, organisée en commun par CGT, CFTC et FO,

— grève pour les salaires à la radio-télévision dans l'unité syndicale,

— grève à Longwy dans une entreprise de produits réfractaires avec occupation par les 250 ouvriers.

— grève victorieuse au Ministère de la France d'Outre-mer, où, par son action la totalité du personnel et des syndicats réunis obligent le ministre à annuler la mutation d'un responsable syndical,

— grève du personnel des rapides Côte d'Azur qui obtient une augmentation de 10 %,

— grève des ouvriers d'un atelier chez Citroën pour 20 frs d'augmentation de l'heure, etc... etc...

Même en arrêtant là cette énumération nous constatons un certain nombre de faits précis :

1°) Les travailleurs, sans se préoccuper de la campagne de « paix sociale » et sans respecter la trêve électorale ou attendre la formation du gouvernement, agissent eux-mêmes, immédiatement, pour la défense de leurs intérêts, qu'il s'agisse des salaires, des conditions de travail, de lutter contre des sanctions ou de défendre les libertés syndicales.

2°) Ils utilisent les formes d'action les plus susceptibles de leur donner satisfaction rapidement — occupation d'usine à Longwy, manifestation et élargissement de l'action à Strasbourg.

3°) D'une façon générale, les syndicats réalisent immédiatement l'unité d'action. Les travailleurs engageant leur mouvement tous ensemble, surmontent dès le départ la division syndicale.

Ce sont là, évidemment, les aspirations essentielles, non seulement des ouvriers qui dans ces récentes luttes les ont manifesté, mais aussi de l'ensemble de la classe ouvrière.

Concrétiser ces aspirations, leur donner des moyens de s'organiser, telle est aujourd'hui la tâche primordiale, si l'on veut que ces luttes multiples qui iront en s'amplifiant trouvent le moyen de se coordonner dans un combat général.

Les directions syndicales nationales n'ont visiblement pas ce souci en tête.

La CGT réaffirme sa tactique des grèves partielles ou tournantes.

FO maintient son hostilité formelle à l'unité d'action.

La CFTC propose la conclusion d'accords contractuels plus nombreux, et la médiation.

Ces positions de principe affirmées officiellement sur le plan national, n'empêchent pas, comme nous venons de le voir, les syndicats de « s'adapter » localement aux désirs des travailleurs. En agissant ainsi leur intention est d'empêcher une trop vive réaction contre leur orientation d'inaction et d'entrave, une prise de conscience générale de la classe ouvrière, à travers des discussions et des contacts, pris par-dessus les barrières syndicales.

Il est urgent de combattre cette manœuvre.

La constitution dans les entreprises et les localités de comités pour la préparation de la grève générale, en même temps qu'elle donnera aux travailleurs de toutes organisations un moyen d'envisager l'action, posera aussi plus clairement les problèmes à l'égard des directions syndicales :

— « Nous, travailleurs, estimons, qu'après des mois de luttes partielles et de pourparlers prolongés qui n'ont apporté que des miettes, seule la grève générale, dans l'unité, peut arracher nos revendications véritables. »

« Vous, dirigeants de la CGT, de FO, de la CFTC, êtes-vous prêts à préparer avec nous, dans nos comités cette action d'ensemble ? »

« Vous y avez toute votre place et pouvez y jouer un rôle important, mais dès maintenant nous agissons pour coordonner et unifier nationalement l'action de nos comités, afin de préparer avec certitude les conditions de la victoire ouvrière. »

PIERRE LEROUX.

Echec d'une grève et moyens d'y remédier

LA direction Gabriel, dans le dessein de porter aux jeunes sections syndicales CGT et CFTC de l'entreprise un coup mortel, a licencié ces derniers temps cinq ouvriers comptant parmi les plus combattifs. Pour exiger leur réintégration, la majorité du personnel a cessé le travail. Finalement, devant l'intransigeance patronale, les gars ont dû reprendre le boulot — et si la direction a tout de même accepté de réembaucher l'un des licenciés, présenter la reprise de ce camarade comme une « première victoire » (« La République » du 27) est quelque peu erroné.

Jetons un coup d'œil en arrière. Dans les dernières semaines de décembre la direction sent l'agitation mécontentement grandir, pense se prémunir contre tout mouvement et lâche, après des interventions répétées des délégués syndicaux, une prime de cinq cent francs par mois d'ancienneté. Une partie du personnel ne totalise pas un an de présence, ce qui en limite les effets. Mais il s'agit tout d'une victoire. Elle fait cependant long feu car le patron refuse ensuite de répondre favorablement à la plupart des points du cahier de revendications commun aux deux syndicats. Un premier mouvement d'avertissement rencontre un plein succès mais un second échoue. La direction, renforcée dans sa position, paralate dans son attitude négative et, prenant même l'initiative, réussit une manœuvre de division, faisant signer aux soudeurs (sauf à l'un, qui refuse le piège) un accord de productivité comportant un abandon du droit de grève.

Les sections syndicales adoptent alors une orientation assez désastreuse et d'autant moins excusable qu'elles connaissent pourtant le précédent de la lutte isolée des polisseurs de chez Remington. ELLES LAISSENT LES QUATRE TOURNEURS-OUTILLEURS ENGAGER SEULS LA GREVE. Un responsable explique « que c'est le seul moyen d'entraîner les gars dans la bagarre... »

Naturellement, le patron profite du caractère partiel du mouvement pour licencier et si, le lundi matin, l'ensemble des gars entre en grève, ce n'est plus pour les revendications mais pour réclamer le réembauchage des professionnels renvoyés. La grève n'est pas offensive, mais défensive et la position des ouvriers s'est affaiblie.

Maintenant que nous sommes rentrés, nous faisons le bilan. Cette « première victoire » nous coûte cher : un seul gars de repris sur cinq (en comptant le jeune collecteur CGT licencié récemment) ; un règlement intérieur plus sévère (casse-croûte interdit, pointage en tenue de travail, etc...) ; une tentative d'instaurer des temps de fabrication alors que jusqu'ici nous étions tous à l'heure.

Ce bilan nous apprend que la grève partielle donne trop souvent à la répression patronale l'occasion de frapper. Nous devons maintenant nous efforcer de promouvoir UNE LUTTE D'ENSEMBLE. Mais il faut que nous nous entendions avec les ouvriers des autres usines pour que les revendications ESSENTIELLES soient LES MEMES pour tous ! Pour que face à la LIGNE COMMUNE que les patrons groupés au sein des syndicats patronaux de la métallurgie opposent aux réclamations de leurs ouvriers se dresse la LIGNE COMMUNE des revendications ouvrières. Pour que s'organise dans chaque entreprise un comité pour la préparation de la grève générale avec la participation des travailleurs de toutes tendances ! Sinon il est sûr que jamais nous ne remporterons de résultats décisifs.

(Correspondant Villeurbanne.)

Extraits de La Vérité-SNECMA

AVEC les accords-maison chez Renault, chez Géo, chez Peugeot, aux Charbonnages de France et maintenant à la SNECMA, les patrons pensaient pouvoir paralyser la classe ouvrière.

Un peu de 4 %, quelques jours de congé supplémentaires, reconnaissance des maigres avantages déjà acquis, quelques promesses de les améliorer... ultérieurement, c'en était assez pour espérer une paix sociale de deux ans. Garantie sur facture ! Avec la caution des organisations syndicales à une association Capital-Travail en bonne et due forme.

FO et CFTC ont signé. Ils participent aux discussions sur les questions secondaires, à leur plus grande honte.

C'est avec mépris que les travailleurs considèrent de tels représentants « ouvriers ». Pourquoi la CGT voudrait-elle les imiter ?

Il faut imposer les représentants ouvriers dans la discussion avec les patrons pour les véritables revendications ouvrières.

Par la grève ! Par la grève générale !

C'est de cela qu'il s'agit !

Aujourd'hui seule la lutte contraindra les patrons à accorder satisfaction.

Pour la grève générale ! Organisons-nous !

Formons les comités de préparation à la grève générale !

Ce n'est pas seulement la tâche des organisations syndicales, c'est la tâche de tous les travailleurs.

Comme en 36 !

Plus loin qu'en 36 !